



HAL
open science

Les dynamiques de production “ non marchande ” et les transactions marchandes : histoire d’un processus d’adaptation sociale observé au Nord Laos à la fin du XXe siècle

Pierre Alary

► To cite this version:

Pierre Alary. Les dynamiques de production “ non marchande ” et les transactions marchandes : histoire d’un processus d’adaptation sociale observé au Nord Laos à la fin du XXe siècle. Moussons : recherches en sciences humaines sur l’Asie du Sud-Est, 2021, Moussons : recherches en sciences humaines sur l’Asie du Sud-Est, 37, pp.193-219. 10.4000/moussons.7588 . hal-04402362

HAL Id: hal-04402362

<https://hal.univ-lille.fr/hal-04402362>

Submitted on 18 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les dynamiques de production « non marchande » et les transactions marchandes : histoire d'un processus d'adaptation sociale observé au Nord Laos à la fin du xx^e siècle

The Dynamics of "Non-Market" Production and Market Exchanges Development: A process of Social Adaptation Observed in Northern Laos at the End of the 20th century

Pierre Alary

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/moussons/7588>

DOI : 10.4000/moussons.7588

ISSN : 2262-8363

Traduction(s) :

The Development of Commercial Transactions in a "Non-commercial" Environment: History of a Social Adaptation Process Observed in Northern Laos at the End of the 20th Century - URL : <https://journals.openedition.org/moussons/8793> [en]

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 24 juin 2021

Pagination : 193-219

ISBN : 979-10-320-0323-7

ISSN : 1620-3224

Ce document vous est offert par Université de Lille

**Référence électronique**

Pierre Alary, « Les dynamiques de production « non marchande » et les transactions marchandes : histoire d'un processus d'adaptation sociale observé au Nord Laos à la fin du xx^e siècle », *Moussons* [En ligne], 37 | 2021, mis en ligne le 23 juin 2021, consulté le 18 janvier 2024. URL : <http://journals.openedition.org/moussons/7588> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/moussons.7588>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Les dynamiques de production « non marchande » et les transactions marchandes

Histoire d'un processus d'adaptation sociale observé au Nord Laos à la fin du xx^e siècle

Pierre Alary*

UMR 8019 Clersé, université Lille , CNRS, Lille France

Hydarnes, tu ne pourrais nous donner un bon conseil; car si tu as essayé le bonheur que tu nous promets, tu ignores entièrement celui dont nous jouissons... si tu en avais seulement goûté, tu nous conseillerais de le défendre. (Étienne de la Boétie 1995 : 24.)

Les transferts non marchands¹ font l'objet de nombreuses recherches empiriques ou théoriques (Appadurai 1986; Chevalier 2010; Mauss 1999; Salhins 1976; Testart 2007; Weber 2000). Ils procèdent généralement de relations interpersonnelles et les

* Pierre Alary est enseignant-chercheur en économie à l'université Lille 1, chercheur au Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé, UMR 8019), membre associé au Centre d'Asie du Sud-Est (CASE, CNRS-EHESS, UMR 8170), Paris et rédacteur en chef de la *Revue de la régulation*. Ses travaux portent sur les conditions institutionnelles aux relations marchandes et sur l'importance d'une forme de monnaie dans les processus de marchandisation et de transformation sociale.

biens matérialisent un lien entre les sujets : le lien prime sur le bien. Les recherches sur ce type de relations mettent généralement l'accent sur la transaction. Elles isolent un lien et se penchent assez peu sur les relations entre dynamiques de production et formes de transaction (les régimes de circulation, voir l'introduction de ce volume). Or, sans une quelconque forme de production les transferts n'existeraient pas : la « circulation » dépend de la production, et étudier les liens entre l'organisation de la production et le régime de circulation est riche d'enseignements. Pour Karl Marx par exemple, ces liens occupent une place centrale. Les petites économies marchandes et les économies capitalistes organisent la production selon des modalités très différentes. Ces deux types d'économie s'appuient également sur des régimes de circulation très différents. Tania Murray Li (2014) et Stéphanie Barral (2013) ne se penchent pas directement sur cette question, mais mettent en relief les liens entre l'organisation de la production et le régime de circulation dans des sociétés rurales. En Indonésie, l'émergence d'un capitalisme agraire est intimement liée au développement d'un régime de circulation.

L'exemple des sociétés rurales de la province de Phongsaly au Nord Laos à la fin du *xx*^e siècle offre un cadre empirique intéressant pour analyser l'importance de ces liens. Avant la fin des années 1980 et au début des années 1990, l'autoconsommation² constituait un « mobile d'action³ » de premier ordre. Elle « guidait » l'organisation de la production et déterminait les rapports sociaux de production⁴. À partir des années 1990, ce modèle change et les foyers commencent à orienter une part de plus en plus importante de leur travail et de leurs facteurs de production vers la production de biens destinés aux marchés naissants. Les transactions marchandes se développent : le riz, les animaux, les plantes cultivées, etc., circulent de plus en plus entre des sujets n'ayant pas de relations interpersonnelles. Le bien prime sur le lien. Néanmoins, dans un premier temps, le développement des transactions marchandes ne transforme pas l'organisation de la production et le modèle productif qui prévalait au départ n'est pas abandonné. Au contraire, il sert de « matrice » au développement des transactions marchandes. En d'autres termes, au crépuscule du *xx*^e siècle à Phongsaly, le modèle économique se transforme et les transactions marchandes occupent de plus en plus de place dans un environnement où l'organisation de la production repose toujours sur des finalités « non marchandes ». Cette apparente aporie entre l'organisation de la production et les régimes de circulation ne doit cependant pas masquer leurs articulations qui donnent une cohérence à la dynamique de transformation sociale.

Ma contribution s'appuie sur un travail de terrain conduit entre 1998 et 2001 à Phongsaly au Nord Laos. Elle s'inscrit dans le champ de l'économie institutionnelle du développement, largement influencée par les apports des autres sciences sociales. J'analyse les relations entre un système de production aiguillonné par le mobile d'autoconsommation et le développement des transactions marchandes. La première partie de cet article présente la méthodologie, l'échantillon étudié et la collecte des données. La seconde partie se penche sur l'organisation de la production et sur les transactions avant et après le développement des transactions marchandes. Enfin, la troisième partie explique pourquoi, dans un environnement où

les transactions marchandes se développent, la production est toujours organisée selon des finalités « non marchandes ». Le régime de circulation et l'organisation de la production n'évoluent pas au même rythme et cette « diachronie » explique les processus de transformation sociale de la province.

LA PROVINCE DE PHONGSALY, COLLECTE DES DONNÉES QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

La province de Phongsaly⁵, la plus septentrionale des provinces de la République démocratique et populaire lao, est montagneuse. Très escarpée, elle culmine à 1 842 mètres (National-Statistic-Centre 2000) et une forte déclivité caractérise les flancs de plis. Les vallées larges et plates sont peu nombreuses et leur superficie est limitée. En 2000, 673 villages de 215 âmes occupaient le territoire provincial (Zimmermann 2001)⁶. La province de Phongsaly figurait parmi les moins peuplées du pays avec une densité de population de l'ordre de 9,5 habitants au km² (National-Statistic-Centre 1996). Les habitants des villages, situés dans les vallées, à flanc de plis et au sommet des montagnes, sont respectivement qualifiés de Lao loum, Lao theung et Lao sung. En 2000, la province était encore peu urbanisée et la population des deux plus grandes villes, Moung Koua et Phongsaly ville, ne dépassait pas 5 000 habitants par entité. Les infrastructures étaient à l'image des descriptions ci-dessus et malgré les programmes de déplacement de certains villages, mis en place à partir des années 1990, seuls les sentiers muletiers permettaient d'accéder à la majorité des villages.

Il existe peu de données statistiques pour quantifier les grandeurs économiques que j'analyse dans une perspective historique à Phongsaly. Ainsi, de 1998 à 2001, j'ai interviewé 100 foyers de paysans répartis dans 25 villages choisis dans les 7 districts de la province. J'ai intégré dans la méthodologie d'échantillonnage les variables : Lao Loum, Lao Theung, ou Lao Sung, puis, à l'intérieur de ce premier niveau de classification, l'appartenance ethnique. Les données collectées couvrent un période de 25 ans, de 1975 à 2000⁷.

Les données quantitatives

Distinguer des périodes consécutives, dans une perspective historique, pose souvent des difficultés. Pour contourner ce problème, j'ai choisi un découpage de la durée d'observation, 1975 à 2000, en périodes de 5 ans : 1975, 1980, 1985, 1990, 1995, 2000. Pour chaque période, j'ai fait appel à des faits et événements marquants pour collecter les données. Cette méthode de datation relative a permis de reconstituer l'histoire des volumes des transactions marchandes. Pour les périodes les plus anciennes, de longs silences réflexifs et de longues discussions étaient souvent nécessaires pour obtenir des réponses précises. Les souvenirs de mes informateurs étaient généralement précis pour la période 1995 et 2000. En outre, au sein de la zone étudiée, plusieurs monnaies ont circulé entre 1975 et 2000 ; certaines ont disparu, de nouvelles sont apparues. En général, mes infor-

mateurs se référaient à des quantités de biens et, lors des entretiens, les paysans exprimaient les grandeurs en unité de mesure pour le riz, en nombre de cochons, en quantité d'opium, etc. Ils ne faisaient pas appel aux grandeurs monétaires pour donner une représentation des biens échangés. Ainsi, j'ai collecté des données en volume en identifiant pour chaque bien échangé l'unité de compte au moment de la transaction. Pour certains d'entre eux, l'unité de compte a changé entre 1975 et 2000. En outre, pour chaque période, j'ai déterminé le prix des biens en retenant l'unité de compte monétaire en vigueur et j'ai déflaté les prix courants pour les convertir en prix constants. Ce travail a été compliqué et la méthode choisie mériterait de longues discussions. Elle n'est pas exempte de problèmes (Alary 2006) : déflater des monnaies non convertibles n'est pas évident, convertir des monnaies non convertibles pose encore d'autres difficultés et établir des prix monétaires dans un espace pluri-monnaire changeant est ardu. Malgré toutes ces difficultés, la méthode choisie a permis de quantifier des volumes de biens échangés à partir d'une norme homogène (une monnaie) pour comprendre les raisons qui poussaient les foyers à se séparer de biens qu'ils produisaient. Nonobstant ses limites, elle met en évidence l'augmentation et l'évolution du volume des transactions marchandes au cours des 25 années de cette étude.

Les données qualitatives

Parallèlement à la collecte des données quantitatives, j'ai conduit des entretiens semi-directifs avec les paysans du même échantillon pour expliquer leurs logiques et comprendre l'organisation de la production. Lors de ces entretiens, je me suis plus particulièrement intéressé à leurs productions : pourquoi produisaient-ils tels ou tels biens, comment faisaient-ils pour atteindre leurs objectifs ? quels biens échangeaient-ils, pourquoi les échangeaient-ils ? faisaient-ils appel à la norme monétaire (unité de compte) pour évaluer les productions ? qui travaillait dans le foyer, comment les activités étaient-elles réparties ? comment se répartissaient-ils le foncier ? comment se procuraient-ils les outils pour travailler ?

La collecte de données quantitatives et qualitatives révèle une grande diversité de cas. Les trajectoires suivies par les foyers dépendent de leur appartenance ethnique, de la niche agro-écologique mise en valeur, des réseaux ou encore d'autres facteurs. Malgré la diversité observée, ce travail met en évidence des récurrences, des dynamiques communes à partir desquelles il est possible de dégager des tendances générales. Entre 1975 et 2000, pour l'échantillon retenu, l'autoconsommation est un mobile d'action de premier ordre, les transferts non marchands occupent une place importante et les transferts marchands se développent réellement après 1990. Avant le début des années 1990 (fig. 1), ces derniers représentaient moins de 100 équivalents US \$ constant par habitant. Si les effets conjoncturels des programmes mis en place après 1975 sont gommés, le volume des transactions marchandes change peu entre 1975 et 1985. Ensuite il est multiplié par 1,3 entre 1985 et 1990, 1,9 entre 1990 et 1995 et par 2,1 entre 1995 et 2000. En d'autres termes, tendanciellement, une rupture s'opère en 1990. Avant 1990

(sur une période de 15 ans) le volume de transactions marchandes est multiplié par 1,6. Après 1990 (période de 10 ans) il est multiplié par 4 (3,9) et les foyers cherchent de plus en plus de biens venus d’ailleurs. Ils consacrent une part de plus en plus importante de leurs ressources à la production de biens qu’ils écoulent sur les marchés naissants.

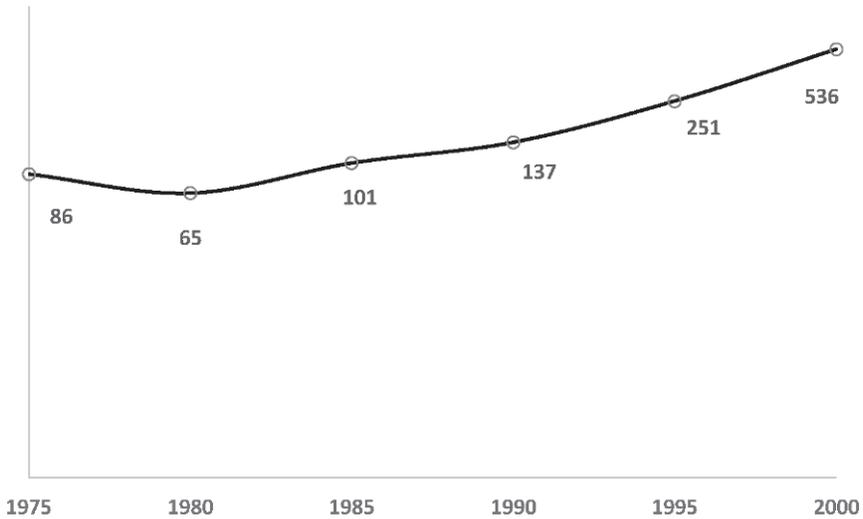


Fig. 1. Évolution des transactions marchandes libellées en équivalent US\$ constants par habitant

Les données qualitatives confirment cette tendance et les interviewés associent clairement l’importance que prennent les achats et les ventes de biens à la période identifiée ci-dessus.

L’ORGANISATION DE LA PRODUCTION, LES TRANSFERTS PRÉ- ET POST-1990

Les transferts marchands se développent dans un environnement où l’autoconsommation reste toujours le mobile d’action dominant. Deux périodes se distinguent : de 1975 à 1990 et après 1990 où le nouveau régime de circulation s’impose.

Les dynamiques de production et les transferts de 1975 à 1990

Les mobiles d’action sont de natures diverses et varient selon la période historique. Ils ne sont pas obligatoirement guidés par le désir d’échanger des marchandises et, comme le montre Marshal Sahlins (1976 : 15), dans certaines sociétés : « tout est fait pour satisfaire tous les besoins, tout est fait pour produire la totalité du minimum

de ces besoins ». Les paysans rencontrés à Phongsaly cherchaient également à produire avant tout la totalité du minimum et ils formalisaient clairement cette stratégie. Ils travaillaient principalement pour produire les biens nécessaires à leur reproduction (Alary 2013). Une phrase empruntée à un paysan taï illustre bien le mobile dominant :

Avant on faisait tout pour pouvoir se nourrir, on cultivait le riz pour la famille, on allait chercher des troncs de bananier pour nourrir les cochons, on avait des canards, des jardins et on allait dans la forêt pour cueillir le rotin, etc. On travaillait pour ça.

Les foyers produisaient essentiellement pour obtenir directement les quantités de biens dont ils avaient besoin, ou envie, pour leur propre consommation. Ce mobile ne s'opposait cependant pas à l'échange de certains biens (voir ci-dessous) et à des formes d'accumulation. Les éleveurs de bovins du district de Nyot Ou, par exemple, ont reconstitué un cheptel après la période de collectivisation. Il était conservé pour des raisons de prestige, ou encore pour faire face à un évènement. Ainsi, en général, les foyers rencontrés étaient avant tout guidés par le mobile d'autoconsommation et deux facteurs permettaient de l'atteindre : l'accès à la terre et le travail.

Les modalités de répartition de la terre

D'un point de vue conceptuel, l'usage et la propriété de la terre, *usus*, *fructus* et *abusus*, définissent le régime foncier selon Garnsey (2013), les modalités de répartition de la terre et de son fruit. Avant 1990, à Phongsaly les modalités d'usage de la terre relèvent du droit national (MAF 1999) combiné aux « droits coutumiers ». Il existe une superposition de niveau de droits et il convient de distinguer les rizières irriguées en plaine (ou casiers rizicoles) et les terres d'essarts.

Les casiers rizicoles

D'après les témoignages que nous avons recueillis, la riziculture irriguée se développe dans les années 1960 et se poursuit dans les années 1970, 1980 et 1990. En dehors des années 1975 et 1978 (Dufumier 1980), les foyers jouissaient de l'*abusus* et tout ou partie de l'*usus* et du *fructus* des casiers rizicoles. Concernant l'*abusus*, je n'ai enregistré que quatre cas de cessions « volontaires » parmi les foyers de l'échantillon retenu de 1975 à 1990. Elles n'ont pas eu lieu au sein des mêmes villages, mais les contractants appartenaient, eux, au même village et se connaissaient bien. Ils négocièrent de gré à gré avec des contreparties différentes : des buffles ; une autre parcelle de terre ; des buffles et une quantité de riz pendant une période définie et des piastres ; et enfin l'extinction d'une dette. Dans chaque cas, la cession a été validée par une rencontre formelle supervisée par plusieurs membres du village. Les transactions sont encadrées dans des rapports interpersonnels préexistants et soumises à des règles et des arrangements locaux. Par rapport à l'*usus* et au *fructus*, les foyers n'en disposaient pas de la totalité. En dehors de la période rizicole (avril-octobre), les casiers constituaient des réserves fourragères

pour les bubalins, voire les bovins, appartenant aux villageois. Tous les foyers enquêtés possédant des casiers rizicoles disposaient de la pleine propriété (les trois « droits ») pendant la culture du riz. Ensuite, environ 7 mois dans l'année, ils abandonnaient partiellement l'*usus* et le *fructus* au profit des villageois possédant des ruminants. Les rizières irriguées assuraient avant tout l'approvisionnement du foyer en riz (en quantité) et servaient de pacage collectif. Les casiers rizicoles n'étaient pas réellement une marchandise (même fictive, voir Polanyi 1996) et leurs « propriétaires » ne la cultivaient pas avec la vente de riz comme première finalité.

Les essarts

Quelle que soit l'appartenance ethnique des foyers rencontrés, les terres d'essarts étaient en usage et la question de l'*abusus* n'est pas ressortie des entretiens. En général, au sein d'un village, un « comité » définissait les zones à défricher et à brûler pour cultiver, en « tête de rotation », du riz pluvial, ou du maïs dans certains cas. Au sein de la zone délimitée (voire de l'ensemble des zones pour un même village) une parcelle était attribuée à chaque foyer en fonction du nombre de bouches à nourrir. La taille de la parcelle attribuée dépendait de la taille du foyer et chaque foyer mettait sa parcelle en valeur. L'usage de la terre était « un droit » (même s'il était inégalitaire) pour se nourrir et les critères de répartition dépendaient prioritairement de cet objectif. Tous les foyers rencontrés avaient accès à la terre pour se nourrir, ce droit était institué et l'exemple de la période de collectivisation est intéressant à ce titre. Deux fonctionnaires déjà en poste à cette période et impliqués, en tant que « fonctionnaires/travailleurs », dans la culture des casiers rizicoles, l'un à Boun Neua et l'autre à Moun Mai, estimaient que les paysans ne s'investissaient pas suffisamment dans la riziculture irriguée pendant la période de collectivisation des terres. Ces derniers faisaient le minimum et, même ceux qui possédaient déjà des casiers rizicoles avant la collectivisation, préféraient cultiver les essarts. Au sein de leur village, ils bénéficiaient de droits pour mettre en valeur un essart pour se nourrir. L'attribution des essarts était guidée par le mobile d'autoconsommation. Elle permettait au foyer de produire les quantités de biens nécessaires à la satisfaction de leurs besoins⁸. Les essarts, comme les casiers rizicoles, n'étaient pas réellement des marchandises nécessaires à la production d'autres marchandises.

Les représentations du travail

Si les critères de répartition de la terre reposaient sur la satisfaction de besoins du foyer, le travail était également envisagé sous cet angle. Lors des entretiens, tous les foyers sans exception affirmaient avoir travaillé avant tout pour produire leur nourriture et fabriquer les objets nécessaires (comme des nattes, des paniers, des cuillères en bambou, ou autres objets d'utilisation courante). Ce travail avait une équivalence directe en quantité de biens et la pénibilité, le temps consacré à l'activité, était rapportée à la satisfaction des besoins qu'il permettait. Les foyers d'essarteurs, tout comme les autres foyers, jugeaient en général la riziculture pénible

(défricher et récolter) ou chronophage (désherber), mais ils mettaient ce travail en parallèle à la quantité de riz qu'ils allaient pouvoir manger. Pierre Bourdieu (1977), en Algérie pendant les années 1960, et Jacques Le Goff (2014), en Europe au xv^e siècle, constatent des dynamiques semblables : les paysans cherchaient un équivalent dans leurs productions et le travail était directement associé à des quantités de biens.

En revanche, que les modalités d'usage de la terre par les foyers et les représentations du travail permettent avant tout l'approvisionnement du foyer ne s'opposait pas à certaines transactions. Ces dernières pouvaient être contraintes (la dette fiscale : en nature, sous forme de corvée, ou monétaire) ou s'inscrire dans un quelconque régime de circulation.

Les régimes de circulation, les transactions non marchandes et marchandes

Les transactions non marchandes étaient multiples et intenses entre voisins, amis, parents ou autres. Souvent, au sein d'un village, des biens (alimentaires, cueillis ou cultivés) étaient échangés sur des bases stables et durables, mais ces transactions n'étaient généralement pas présentées spontanément. Les foyers estimaient que les biens ainsi transmis ne sortaient pas réellement du foyer, comme le montre la remarque suivante :

Oui j'ai donné des champignons, j'en ai ramassé beaucoup, mais je les connais bien, c'est comme si ça restait dans la maison, ils nous font aussi profiter de leurs légumes et si on a besoin de feu de sel, on va le chercher... on a toujours fonctionné ainsi.

Les transactions non marchandes concernaient également les actes cérémoniels, comme les mariages ou les funérailles. Chez les Khmu, par exemple, l'usage de la piastre était important lors de funérailles :

Nous, les Khmu, on avait besoin de piastres (on en a toujours besoin), quand on meurt, on met une pièce dans chaque main, pour voyager vers l'au-delà et une dans la bouche pour se nourrir.

La liste des transactions non marchandes décrites est très longue et la présenter exhaustivement dépasse largement le cadre de ce travail.

Les transactions marchandes étaient plus limitées et matinales de logiques non marchandes. Elles concernaient principalement le transfert de certains biens spécifiques (buffles, cochons, bovins, par exemple). L'échange de biens était privilégié et la piastre était souvent l'unité de compte retenue pour les évaluer, même si elle n'était pas le moyen de paiement. En tant que monnaie d'État, la piastre a disparu en 1954, mais, pour ces biens, elle est restée l'unité de compte. Les foyers enquêtés comptaient majoritairement en piastres et les prix en piastres étaient relativement stables dans le temps. La nouvelle monnaie d'État, le kip libération avant 1979 et ensuite le kip banque centrale, ne s'est pas réellement imposée avant 1990 (Alary 2006). Quoi qu'il en soit, lors de ces transactions l'objet commandait le rapport social : les foyers entraient dans une relation de transfert en vue d'acquiescer des buffles, des cochons ou des piastres. Ensuite ces biens étaient éventuellement mobi-

lisés dans l'espace non marchand (mariages, deuils). Le travail faisait également l'objet d'une transaction mais il n'avait pas obligatoirement un prix monétaire et il s'effectuait souvent au gré des opportunités. Parmi notre échantillon, les Lao Sung déclaraient avoir travaillé pour les Lao Loum lors de travaux ponctuels :

On travaillait pour des gens de Namak quand ils construisaient les casiers rizicoles, on a été payé en opium [...]. On travaillait pour eux parce qu'on se connaissait, on se voyait souvent, ils sont dans la plaine et nous ici. (Essarteur, 43 ans.)

Ce type de transaction, même si elle relève de la transaction marchande, dépend aussi d'un rapport personnel. Il est teinté de logique non marchande. L'échange de riz mêlait également des aspects de transactions marchande et non marchande :

J'ai acheté du riz quand les enfants étaient petits, on a besoin de riz pour les enfants et j'ai travaillé pour le voisin pour agrandir sa rizière [...]. Sans argent c'est difficile d'acheter le riz à un inconnu, le voisin me faisait confiance, il savait que j'irai travailler comme convenu pour payer. (Essarteur, 52 ans.)

Ce type de transaction privilégiait le bien mais dépendait aussi du lien interpersonnel et, selon la perspective de recherche, la dimension non marchande ou marchande pouvait être valorisée. Cependant, qu'elles aient été marchandes ou non marchandes, ces transactions n'avaient pas la même fonction sociale et il n'existait pas obligatoirement d'équivalence entre elles. Sous de tout autres formes, les logiques de cloisonnement observées chez les Tiv par Paul Bohannan (1959) se retrouvent au Nord-Laos et, avant 1990, comparer un buffle payé en piastres et une botte de rotin remise au foyer voisin ne faisait pas toujours sens. Quoi qu'il en soit, la présence de transactions ne contrevenait pas au mobile d'autoconsommation. Les foyers produisaient avant tout les biens qu'ils jugeaient nécessaires à leur consommation et la majorité des biens échangés était issue de dynamiques guidées par l'autoconsommation. En dehors de quelques niches spécifiques, l'autoconsommation était toujours le premier objectif de production.

Ainsi avant 1990, les modalités de répartition des « facteurs de production », la terre et le travail, et les représentations liées aux transactions encadraient l'organisation de la production pour garantir l'autoconsommation. Les réformes votées au milieu de la décennie 1980 mettent en place un nouveau cadre institutionnel, imposé par l'État, au sein duquel la marchandise occupe une place de choix.

Les dynamiques de production et les transferts de 1990 à 2000

À partir du 2 décembre 1975, le gouvernement de la « nouvelle » République démocratique et populaire lao engage un ensemble de réformes façonnées par les doctrines socialistes. En 1986, il change d'orientation (Worner 1997) et impose un programme en rupture avec les orientations prises en 1975 : le Nouveau Mécanisme Économique (NME) (Saignasith 1997). Ce changement « épouse » un mouvement plus général qui « disqualifie » l'autoconsommation et valorise les échanges marchands. Ces derniers deviennent une des pierres angulaires des politiques de développement (Bourdet 1992) et le produit intérieur brut (PIB) un

indicateur essentiel de la croissance. De façon plus générale, les programmes de développement s'inspirent des théories du développement les plus « reconnues ». Elles placent les échanges marchands au cœur de leurs stratégies et caractérisent les étapes du développement par les ratios : production/autoconsommation ou production vendues/autosubsistance (Clifton 1970). L'agriculture doit devenir « *less and less subsistent and more and more commercial* » (Mosher 1970:6). Derrière ces prescriptions politiques et les théories normatives qui les légitiment, se cache l'opposition : l'autoconsommation, qui permet tout au mieux la subsistance, *versus* la division sociale du travail et l'efficacité économique (Clifton 1970). Indépendamment de toutes les critiques formulées à l'égard de ce modèle (Clastres 1974 ; Rist 1996), il a servi de matrice aux politiques de développement au Laos. Les foyers avec qui nous avons travaillé étaient influencés par cette tendance générale et produisaient de plus en plus de biens destinés « aux marchés » (fig. 1). Le volume des transactions marchandes a augmenté significativement à partir de 1990 et il ne serait pas incongru de penser que l'organisation de la production se soit également transformée. Le mobile d'action aurait dû changer, or, même si des transformations s'opèrent, l'autoconsommation occupe toujours une place centrale entre 1990 et 2000. Elle oriente les dynamiques de production et l'organisation de la production ne change pas réellement. En revanche, les nouvelles transactions marchandes se caractérisent toutes par leur dimension monétaire : la monnaie devient l'équivalent général et la finalité de la transaction. En d'autres termes, les foyers vendent pour se procurer la monnaie d'État et deux caractéristiques façonnent les nouvelles transactions marchandes : la dimension monétaire et la finalité de la transaction (cette finalité est monétaire dans un environnement où l'organisation de la production est guidée par d'autres finalités).

La dimension monétaire

Avec le développement des nouvelles transactions marchandes, l'unité de compte et le moyen de paiement sont devenus monétaires. À quelques nuances près, le kip banque centrale (kip) représente la contrepartie de toutes les transactions marchandes pour les paysans. Seuls les foyers habitant dans des villages proches de la frontière chinoise utilisaient aussi le yuan, une autre monnaie d'État. Certains commerçants chinois payaient en yuans et les paysans allaient parfois en Chine vendre leurs productions. Le même phénomène fut observé à proximité de la frontière vietnamienne bien que, l'utilisation de la monnaie vietnamienne, le dong, fut très limitée (Alary 2006). Cependant, que les paysans rencontrés n'aient utilisé que le kip ou aient recouru au yuan ou au dong, le principe ne change pas. Toutes les transactions marchandes étaient monétaires et la monnaie était la contrepartie des biens, la part exigible. Par ailleurs, les principes de cloisonnements observés entre 1975 et 1990 ne se retrouvaient pas. Pour les nouvelles transactions marchandes chaque bien avait une valeur monétaire comparable à la valeur monétaire des autres biens.

La finalité de la transaction

Les foyers enquêtés distinguaient clairement les raisons pour lesquelles ils se séparaient de leurs productions. Pour les nouvelles transactions marchandes, ils vendaient des biens pour obtenir de la monnaie. Le bien ne matérialisait pas un lien, il était perçu comme un objet dont la cession alimentait le foyer en monnaie d'État. Les foyers exprimaient clairement cet objectif et la monnaie était recherchée pour satisfaire de nouveaux besoins d'objets en général. Les interviewés la recherchaient pour faire face : 1) aux besoins scolaires des enfants (tenues, cahiers, stylos, ouvrages, etc.) ; 2) à l'approvisionnement du foyer (ustensiles de cuisine, vêtements, houes, machette, etc.) ; 3) aux problèmes de santé et à des besoins variés. Éteindre la dette fiscale en kip figurait également parmi les nécessités, par rapport auxquelles deux groupes d'acteurs se distinguaient. Les foyers qui produisaient suffisamment de nourriture pour satisfaire directement leurs besoins (foyers auto-suffisants) évoquaient la nécessité de payer l'impôt en kips mais ne classaient pas cette raison avant les autres. En revanche, les foyers qui peinaient à satisfaire directement leurs besoins alimentaires plaçaient l'impôt en tête des priorités. Ils recherchaient essentiellement des kips pour acquitter la dette fiscale et, selon leurs déclarations, ils auraient conservé leurs productions pour les consommer s'ils avaient pu échapper à l'impôt.

Cet ensemble de « mécanismes sociaux » s'est mis en place à partir du début des années 1990 et a permis des transformations socio-économiques inédites⁹. Certes des transactions marchandes existaient bien avant 1990 à Phongsaly¹⁰, mais leur développement n'a jamais eu cette ampleur et elles n'étaient pas articulées à une monnaie d'État.

L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT DES TRANSACTIONS MARCHANDES, DEUX ESPACES ARTICULÉS

Entre 1990 et 2000 le mobile d'autoconsommation guidait toujours l'organisation de la production. Les foyers produisaient avant tout pour eux-mêmes et l'organisation de la production ne dépendait pas des ventes. Plusieurs raisons expliquent la persistance du mobile d'autoconsommation dans un contexte où le régime de circulation en plein essor pousse à vendre et à acheter de plus en plus de biens marchands. En d'autres termes, parce qu'elle ne se transforme pas au rythme du développement des transactions marchandes, l'organisation de la production est toujours guidée par le mobile d'autoconsommation. L'organisation de la production et les transactions marchandes évoluèrent selon un rythme diachronique pour trois raisons clairement identifiées. Premièrement, les foyers considéraient comme plus sûr de ne pas dépendre des transactions pour assurer leur approvisionnement. Deuxièmement, ils ne se fiaient pas à la monnaie d'État et au nouveau langage monétaire et enfin, les institutions locales encadraient la répartition du foncier, par exemple, pour satisfaire le mobile d'autoconsommation.

L'autoconsommation, la sécurité, une priorité et un système de représentations

L'approvisionnement des foyers est marginalement lié à la circulation de biens dans une société où l'autoconsommation est un mobile d'action. En absence de circulation, quel que soit le régime, l'organisation de la société n'est pas réellement remise en cause. En revanche, la stabilité du régime de circulation est fondamentale quand le quotidien des foyers dépend de biens produits par d'autres foyers. S'ils ne circulent pas, l'approvisionnement du foyer n'est plus assuré¹¹. Les paysans que nous avons rencontrés exprimaient clairement cette crainte qui justifiait leur attachement à l'autoconsommation.

En effet, les foyers ne se fiaient pas aux transactions marchandes pour garantir leurs approvisionnements en denrées alimentaires. Sans exception, même si certains achetaient du riz, ils jugeaient préférable de produire les aliments de base. Les exemples de phrases extraites des entretiens traduisent bien ce sentiment général :

On produit tout le nécessaire pour manger, on a beaucoup de choses, ça change en fonction des périodes et entre le riz, les animaux, les jardins, ce que l'on cueille dans la forêt, on a assez de nourriture. (Riziculteur en plaine, 47 ans.)

Dans le village tout le monde cultive des jardins, du riz pluvial, dans la forêt il y a beaucoup de nourriture comme les pousses de bambou ou de rotin, on a des animaux et avec tout ça, on a de la nourriture toute l'année, s'il manque quelque chose on se rattrape toujours sur le reste et on est sûr d'en avoir assez. (Essarteur, 36 ans.)

En revanche, si le désir de maîtriser la production des biens nécessaires au foyer était général, la « crainte » de l'insécurité de la relation marchande n'était pas homogène. Les foyers qui ne disposaient pas de riz en quantité suffisante toute l'année étaient les plus défiants. Ma question : « pourquoi ne plantez-vous pas de la cardamome et des rotins pour les cultiver, vous les vendez et ensuite vous acheter le riz ? » leur semblait incongrue et ils ne répondaient pas réellement. Ils revenaient toujours à l'importance de la production rizicole qui leur permettait de ne pas avoir à manger des tubercules sauvages « comme les animaux ». Ils maîtrisaient leur environnement productif, ils identifiaient les causes de leurs problèmes et, pour se nourrir, l'autoconsommation leur semblait le moyen le plus sûr.

Ainsi, les foyers, qu'ils soient déficitaires, autosuffisants ou excédentaires, optaient pour des pratiques qu'ils maîtrisaient et explicitaient leur choix. Ils disposaient de tous les repères pour organiser leurs approvisionnements et ils n'adhéraient pas « naturellement » à un modèle venu « d'ailleurs ». Ils connaissaient les avantages de leurs pratiques sans connaître suffisamment ceux qu'auraient éventuellement pu procurer les transactions marchandes. Les propos suivants sont révélateurs à ce titre :

Le riz est cher, est-ce que les pastèques donneront assez d'argent s'il faut acheter tous les jours le riz pour toute la famille ? Il faut beaucoup d'argent pour tout acheter,

même les fonctionnaires préfèrent avoir des rizières et des jardins, comme ça ils savent ce qu'ils ont pour manger. (Riziculteur en plaine, 35 ans.)

Ou encore :

Cultiver le riz c'est pénible mais ensuite on a les sacs, on voit si on a assez de nourriture, avec des billets ce n'est pas évident, les prix changent beaucoup. (Essarteur, 48 ans).

Ces phrases traduisent l'attachement à des repères connus afin de disposer d'une quantité de riz suffisante pour toute l'année. Pour les foyers de notre échantillon, les liens entre une quantité produite et les besoins quantitatifs étaient clairs et leur vécu pourrait facilement être opposé aux ressentis d'un sujet pétri par les normes spécifiques à la division sociale du travail. Ce dernier éprouverait certainement les mêmes difficultés à s'imaginer la contrepartie de son travail s'il devait produire toute sa nourriture. Peut-on imaginer vivre sur un lopin de terre et avoir l'autoconsommation comme objectif premier ? A-t-on une idée de ce que représentent notre temps et nos compétences pour obtenir un morceau de pain, après avoir emblavé, récolté, moulu le grain en farine, coupé le bois pour la cuisson et enfourner le pain ? A-t-on une idée des problèmes que pose la conservation du blé et peut-on *a priori* imaginer faire cet ensemble de tâches pour se nourrir alors que nous ne possédons aucune référence pour les imaginer ? Les foyers de paysans de Phongsaly, tout comme les Algériens rencontrés par P. Bourdieu (1977), éprouvaient des difficultés analogues. Ils peinaient à se représenter la contrepartie d'une de leurs productions dans un système de référence qu'ils ne possédaient pas. Ceci explique leur attachement à l'autoconsommation, renforcée par « l'instabilité » monétaire.

La monnaie des transactions marchandes : les limites du nouveau langage monétaire

Les observations faites à Phongsaly, la dimension monétaire de la relation marchande, illustrent empiriquement les théories qui placent la monnaie en amont de la transaction marchande¹² (Orléan 1998 ; Weber 2001). Les déclarations ci-dessus, extraites des entretiens, l'expriment clairement. Elles mettent l'accent sur la monnaie et, en dehors des problèmes de repères déjà cités, elles interrogent aussi la confiance que les protagonistes accordaient à la monnaie d'État. Ils restaient logiquement attachés à un modèle de production qu'ils maîtrisaient et se défiaient du kip et des transactions marchandes pour deux raisons.

Premièrement, le degré de monétarisation en kip de la province à la fin des années 1970 était extrêmement faible. Dans le cadre d'un autre travail (Alary à paraître), lors du passage du kip libération au kip banque centrale en 1979, j'ai estimé le degré de monétarisation en kip par foyer à quelques dollars (en équivalent dollars). Par ailleurs, le système de prix en kip ne s'est pas réellement imposé tout au long des années 1980 et l'essentiel des paysans n'avaient pas en tête le prix

des biens en kip (voir plus haut). La réforme fiscale (Bourdet 1994; Evans 1988; Evans 1990; Norindr 1981) a imposé un nouveau langage monétaire, le kip. En revanche, à Phongsaly, la nouvelle monnaie fiscale ne s'est imposée réellement qu'à la fin des années 1980 (Alary 2006). Le kip est devenu la seule monnaie pour éteindre la dette fiscale et ainsi le système de prix en kip s'est progressivement mis en place. Les discours que j'ai recueillis auprès des paysans revenaient souvent sur la dimension incertaine de l'opération monétaire en kip :

Nous vendons parfois quelques légumes sauvages sur la route, les prix changent, c'est difficile de savoir combien on aura. (Essarteuse, 58 ans.)

Vous savez on ne descend pas souvent à la Nam Ou (rivière) donc on ne vend pas souvent, on n'utilise pas l'argent tous les jours on ne connaît que le prix du riz. (Essarteur, 51 ans.)

Les femmes ne vendent presque rien en dehors de quelques légumes, elles prennent l'argent qu'on leur donne [...] elles n'en ont jamais beaucoup et elles ne peuvent pas acheter grand-chose même s'il y a beaucoup de légumes vendus. (Essarteur, 36 ans.)

Deuxièmement, pour les paysans, accepter une équivalence abstraite (la monnaie) pour acheter de la nourriture semblait hasardeux. Comme nous venons de le voir, ce nouveau langage monétaire (les prix monétaires des différents biens en kip) ne faisait pas réellement partie de leur paysage quotidien et ils ne le possédaient pas suffisamment. De plus, à la difficulté d'apprentissage d'un nouveau langage monétaire, s'ajoute l'instabilité du langage en question. Les années 1990 étaient inflationnistes et les prix changeaient beaucoup. Parmi les paysans avec lesquels je travaillais, un quart d'entre eux, essentiellement des Lao Loum, se rendaient régulièrement au chef-lieu de district, ou sur un axe routier, et se souciaient des problèmes de perte de pouvoir d'achat de la monnaie. Ils comprenaient qu'il était important de ne pas conserver des kips, tout en admettant volontiers se faire avoir (l'inflation était très importante à la suite de la crise asiatique). Les variations de prix posaient un réel problème aux autres foyers de l'échantillon. Les paysans ne comprenaient pas le sens de la variation des prix comme le montrent les remarques suivantes :

En novembre j'ai vendu des canards, j'ai acheté deux sacs de riz à Boun Neua et j'ai dépensé moins de la moitié, maintenant, avec le reste d'argent, ils ne veulent même pas me donner un sac... j'aurais dû garder les canards. (Riziculteur en plaine, 68 ans.)

Je suis vieux maintenant et je ne veux plus aller à Samphan. On se fait toujours avoir, mon fils vit à Oudomxai, il avait besoin d'argent, le prix d'un buffle. J'ai vendu le buffle il y a quelques mois, mon fils est venu chercher l'argent la semaine dernière et il me dit qu'il en manque beaucoup. (Essarteur, 45 ans.)

Comme tout langage, le langage monétaire en kip s'acquiert dans la durée et par l'expérience. L'absence de transactions monétaires régulières et l'inflation ont perturbé ces processus d'acquisition et les paysans ne voyaient pas comment ils

auraient pu se procurer les biens nécessaires de manière stable et sûre par des transactions marchandes.

Ainsi, les foyers conservaient l’organisation de la production qu’ils maîtrisaient parce qu’ils en possédaient le fonctionnement. P. Bourdieu (1977) remarque des logiques analogues dans les Aurès avant l’indépendance de l’Algérie. Les paysans traduisaient leurs efforts, leur travail en biens nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. Ils cherchaient un équivalent dans leur corpus de représentations indépendamment de la norme monétaire :

Très nombreux sont ceux qui ne semblent pas concevoir que l’on puisse quantifier leur force et leur temps de travail et qui, pour évaluer le salaire qu’ils estiment mériter, prennent en compte leurs besoins. (Bourdieu 1977 : 92.)

Pour associer sur des bases stables et durables une grandeur monétaire à un pouvoir d’achat – la possibilité de s’approvisionner – une construction sociale est nécessaire.

La diachronie entre les transferts et la production

Le développement des transactions marchandes fut enclenché par un mouvement général qui dépassait les limites de la province et auquel les foyers s’adaptèrent plus ou moins bien à partir de leurs propres références. Ces dernières sont mobiles mais elles ont évolué à un rythme dont la temporalité ne suit pas obligatoirement la vague croissante des flux commerciaux. L’évolution des institutions locales, qui encadrent l’usage de la terre, facteur de production essentiel, n’a pas suivi le rythme du développement des transactions marchandes et les modalités d’usages de la terre n’ont pas réellement changé entre la première période (1975-1990, hormis entre 1975 et 1978) et la seconde (1990-2000)¹³. Deux éléments liés à l’usage de la terre expliquent la « stabilité » des règles d’usage du foncier.

Les casiers rizicoles

Les casiers rizicoles appartenaient à des familles (*abusus*) et l’*usus* ou le *fructus* revenaient partiellement au propriétaire (voir plus haut la section « Les modalités de répartition de la terre »). Si un foyer désirait cultiver toute l’année une production spécifique destinée à la vente sur ses casiers, il devait interdire l’accès de ses parcelles aux animaux des autres membres de la communauté. Certains le regrettaient en 2000, mais ils reconnaissaient également l’importance des ressources fourragères : « on ne peut pas cultiver pendant la saison sèche, les buffles broutent, si on cultive toute la plaine, où mangeront les buffles » (riziculteur en plaine, 38 ans). Si une famille avait interdit l’accès de ses parcelles pour les cultiver toute l’année, il lui aurait été difficile, au regard des obligations de réciprocité, de laisser ses animaux brouter chez les autres. Dans ce cas, la famille aurait dû gérer seule ses buffles ou s’en séparer. Or la gestion individuelle des buffles, dans un contexte où elle est collective, semble difficile à mettre en œuvre (le gardiennage ou la mise en

place d'une clôture demande beaucoup de travail). En outre, se priver de la traction bubaline pour cultiver les rizières n'était pas encore possible. Enfin, même si la mise en culture des casiers reposait sur l'unité familiale, la gestion des systèmes d'irrigation d'une plaine rizicole était collective. La mise en eaux, l'entretien des canaux et les tours d'eau étaient assurés par le groupe. Les paysans interrogés étaient conscients de ce problème et l'un d'eux me disait : « je ne peux pas faire du maïs pendant la saison sèche, c'est trop de travail pour amener l'eau sur mes parcelles, il faudrait que toutes les familles qui dépendent du canal s'y mettent » (riziculteur en plaine, 29 ans). Changer les modalités d'usage de la terre et de l'eau afin de changer la finalité des productions, dans un contexte où la gestion de la ressource reposait sur une organisation collective, nécessitait l'assentiment du groupe. À la fin des années 1990, la culture de pastèques, par exemple, s'est développée dans quelques plaines très localisées. Au sein des villages concernés, les paysans exprimaient clairement leurs dissensions :

Je ne suis pas d'accord avec les pastèques pour les Chinois, certains villageois veulent en faire mais ils devront clôturer leurs casiers, moi je laisserai brouter mes buffles dans la plaine. (Riziculteur en plaine, 29 ans.)

Nous avons beaucoup de discussions dans le village, certains ne veulent pas des pastèques, ils ont besoin de la plaine pour faire manger les buffles, ça va être compliqué, en plus les Chinois mettent des pesticides, ça va aller chez tout le monde. (Riziculteur en plaine, 47 ans.)

L'exemple des pastèques montre la difficulté que posait la remise en cause d'un système de production cohérent pour passer à une autre finalité de production.

Les terres d'abattis

La gestion des terres d'abattis dépendait également de dynamiques collectives. Les membres d'une communauté disposaient de terres en usage et, tous les ans, les zones à défricher étaient choisies par ses membres. Les arbres étaient abattus et brûlés et, ensuite, chaque foyer cultivait la parcelle qui lui était attribuée (voir plus haut). Le premier critère pour déterminer la superficie de la parcelle destinée à un foyer était, pour ce mode de répartition de la terre, les besoins alimentaires. Les familles les plus nombreuses étaient les mieux dotées et un foyer constitué de cinq personnes actives n'était pas obligatoirement mieux doté qu'un foyer composé de deux actifs et de trois inactifs. Le nombre d'actifs ne semblait pas déterminant, ce que traduit bien la réflexion suivante : « C'est sûr que les hommes jeunes sont forts, ils coupent les arbres, mais les parents mangent aussi et ils ne peuvent pas toujours travailler » (essarteuse, 42 ans). Les modalités de répartition du foncier privilégiaient donc le nombre de bouches à nourrir dans le foyer, critère qui l'emportait sur la capacité du foyer à produire des biens pour les vendre. En outre, le riz était planté au début de la saison des pluies, parfois deux années de suite sur la même parcelle. Pendant la saison sèche, les familles cueillaient certains légumes et laissaient paître les animaux (bubalins, bovins, équins pour l'essentiel) sur les

essarts. Ensuite, la forêt repoussait et chaque stade (strate herbacée, arbustive, arborée, etc.) procurait des ressources spécifiques (Chen *et al.* 2000). Un foyer qui aurait voulu choisir une voie solitaire pour produire des biens destinés aux marchés se serait confronté à des difficultés dans la mesure où la robustesse du système provenait de la synergie entre foyers. Seul, il aurait eu des difficultés pour protéger sa parcelle des dégâts provoqués par les animaux domestiques. Clôturer, par exemple, était un travail énorme qui mobilisait le groupe.

Quel que fut le type de mise en valeur de l’environnement, il dépendait d’une organisation collective conçue pour assurer aux foyers un approvisionnement régulier en biens jugés nécessaires. La transformer, pour saisir des opportunités de ventes, aurait remis en cause ce cadre. Les processus de transformation rencontraient donc des résistances.

LE DÉVELOPPEMENT DES TRANSACTIONS MARCHANDES ET L’ORGANISATION DE LA PRODUCTION

Pour toutes les raisons présentées ci-dessus, la production était encadrée par des institutions locales et des contraintes spécifiques. Les productions qui se sont développées étaient « valorisées » à l’intérieur de ce système de représentation et correspondaient généralement à des excédents ou à des opportunités contingentes. En d’autres termes, les critères propres à une organisation de la production dont la finalité était marchande (la comparaison des recettes monétaires et des coûts monétaires pour obtenir un gain, etc.) n’orientaient pas les choix de production, contrairement au mobile d’autoconsommation.

Les productions agricoles vendues ou les halos d’un système de production

Comme nous venons de le voir, les foyers que j’ai rencontrés attribuaient deux objectifs clairement hiérarchisés à la production : satisfaire les besoins du foyer constituait le niveau supérieur et vendre des excédents venait ensuite. La production rizicole s’inscrivait parfaitement dans cette logique, elle en était même l’archétype. Les paysans valorisaient la production rizicole, elle occupait une place de choix dans leur système de représentations. Même les groupes ethniques pour qui le maïs était l’aliment de base pensaient que le riz était « meilleur ». L’essentiel des foyers pensait que produire du riz permettait de le consommer, que le riz donnait « la force », permettait d’être en bonne santé et manquer de riz en période de soudure était associé à une forme de pauvreté (voir plus haut). Le riz jouissait de représentations positives qui guidaient « la rationalité » des paysans et leurs pratiques : le cultiver pour le consommer était « impératif ». L’excédent venait ensuite dans la hiérarchie des valeurs, mais il faisait également sens comme l’illustrent ces verbatims :

On vend tout ce que l'on ne consomme pas. L'année dernière j'ai eu une mauvaise récolte et j'en ai moins vendu. (Riziculteur en plaine, 42 ans.)

Depuis quelques années, je vends du riz plus ou moins tous les ans, en fait on en cultive beaucoup pour être sûr de ne pas manquer et en donner à la famille si elle en a besoin, on vend, ou on utilise autrement ce qu'on ne mange pas, alors les bonnes années on vend beaucoup et les mauvaises, moins. (Essarteur, 39 ans.)

Par ailleurs, les paysans estimaient intéressant de produire des excédents de riz car les brisures étaient données aux animaux et il pouvait être transformé en lao-lao dont les drêches étaient également données aux animaux. Ainsi, la production rizicole, avant tout guidée par le mobile d'autoconsommation, bénéficiait de représentations positives qui justifiaient une attention particulière à l'origine d'éventuels excédents employés à de multiples fins parmi lesquelles la vente sur le marché. Cette attention explique qu'à la fin des années 1990, à Phongsaly, le riz était le bien vendu par le plus grand nombre de foyers (Chazée 1999).

Si pour le riz la balance penchait fortement vers l'autoconsommation, la hiérarchie entre les deux objectifs (autoconsommation *versus* vente) n'était pas la même pour toutes les productions. L'objectif de vente était plus marqué pour le piment, l'oignon, le sésame, l'ail et la salade. Cependant, par rapport aux productions destinées à nourrir le foyer, ces productions destinées à la vente demeuraient secondaires pour les paysans. Un d'eux me disait :

J'ai fait pas mal de piments cette année, on le vendra... on le récolte après le riz. Le piment ne demande pas beaucoup de travail, c'est facile et on peut le faire sécher si personne n'en veut à l'automne. (Riziculteur en plaine, 41 ans.)

Un autre m'expliquait clairement qu'il avait planté des oignons avec le même objectif mais qu'il avait négligé la récolte parce qu'elle tombait pendant la moisson du riz. Ces productions s'étaient ainsi glissées dans les interstices d'un système qu'elles ne supplantaient pas.

Les animaux faisaient également l'objet de ventes mais n'étaient pas obligatoirement élevés pour être vendus. Les principales motivations pour pratiquer l'élevage étaient généralement le prestige procuré par la possession d'animaux et la consommation de viande. Un paysan me confiait :

Nous sommes à côté de la rivière et les canards se développent bien, la viande est bonne, quand ils sont gros on les mange. On mange les œufs aussi... bien sûr j'en vends parfois, j'en ai vendu pour payer les impôts, ainsi je n'ai ni l'argent ni les canards. (Riziculteur en plaine, 52 ans.)

Le discours d'un autre paysan montre également ce rapport à l'élevage :

Dans le village on vend quelques poulets quand on doit acheter quelque chose mais, si on peut, on préfère les garder et en manger de temps en temps. Les parents de ma femme sont venus et on était content d'avoir des poulets et un cochon. (Paysan, 42 ans, Ban Yo).

La volaille pouvait donc être vendue même si ce n’était pas l’objectif premier de cette production. Elle était avant tout élevée pour satisfaire directement les besoins du foyer (nourriture, offrandes, etc.). Cet objectif était encore plus affirmé pour le bétail et les récits suivants sont assez représentatifs à ce titre :

J’ai 4 buffles, j’utilise le mâle castré pour labourer les rizières, je garde les petits, il vaut mieux en avoir, en plus j’ai deux garçons et quand ils se marieront ils auront besoin de buffles, j’en vendrai peut-être un pour acheter la décortiqueuse. (Riziculteur en plaine, 61 ans.)

J’ai vendu un buffle à Phongsaly parce que ma mère était malade, si tu as des buffles tu peux faire face aux problèmes. (Riziculteur en plaine, 47 ans.)

C’est vrai que le buffle ne grossit pas après 5 ans et il ne prend plus de valeur, mais je préfère le garder, si on a un problème on pourra toujours le vendre et si on veut acheter quelque chose d’important on l’aura aussi. (Essarteur, 36 ans.)

L’accumulation de biens mobilisables pour faire face aux besoins, notamment cérémoniels, constituait le premier objectif d’élevage du bétail. Par ce biais, les paysans voulaient accumuler de la richesse et du prestige. Ce désir était particulièrement important chez les foyers Ho que nous avons rencontrés dans le nord de la province. Une des familles avait plus de 50 têtes en 1999 et n’envisageait pas leur vente. Mon interlocuteur me confiait : « On vend parfois des vaches, mais on préfère les garder, elles broutent seules et pour nous les Ho, c’est important d’avoir un gros troupeau » (essarteur, 47 ans). Et son père ajoutait : « pourquoi voulez-vous que je vende les vieilles vaches et les mâles, alors que je veux avoir un gros troupeau... si je vends des bêtes, le troupeau diminuera. » (essarteur, 71 ans). Pour les paysans de notre échantillon, la vente d’animaux ne justifiait pas l’élevage, même s’ils les vendaient parfois. La rationalité de l’élevage dépendait d’un corpus de représentations qui valorisait l’autoconsommation, la prévention face aux risques potentiels et le prestige.

En 2000, les biens uniquement destinés au marché étaient marginaux et représentaient moins de 3 % des ventes des foyers de notre échantillon. En dehors de la canne à sucre et de la cardamome cultivée, tous les biens uniquement vendus étaient sauvages : la cardamome sauvage ; une orchidée sauvage (*bay lay*) ; les fragments d’écorce (*nang niao*) ; l’herbe à balais (dans une moindre mesure) ; le benjoin. Les paysans ne se projetaient pas réellement dans ces productions et leur vente correspondait à des opportunités contingentes. Les collecter était généralement justifié ainsi : « Les Chinois sont venus nous demander de récolter des *bay lay*. Ils en veulent beaucoup [...] je suis allé en chercher avec les enfants [...]. S’ils ne viennent pas, elles vont pourrir » (essarteur, 34 ans). Ces « productions » ne demandaient aucun entretien, la cueillette se faisait en morte-saison, en dehors des périodes consacrées aux productions agricoles jugées prioritaires (le riz) et la cueillette était le seul *in-put* nécessaire. Ce type de vente correspondait à des opportunités qui s’intégraient à la stratégie économique globale du foyer, mais l’organisation de l’économie familiale n’était pas remise en cause si la vente ne se faisait pas.

Le choix des biens vendus fait-il sens ?

À la fin des années 1990, les productions des paysans, qu'elles soient cultivées, élevées ou sauvages, faisaient essentiellement appel à deux facteurs de production : la terre et le travail. L'outillage des paysans de notre échantillon était extrêmement rudimentaire. Dès lors, tout foyer ayant accès au foncier et suffisamment d'actifs pouvait produire. D'une façon générale, sur toute la période étudiée, l'accès au foncier ne constituait pas le facteur limitant (en dehors des casiers rizicoles) contrairement à la main-d'œuvre. Pour étendre la production de riz, par exemple, tous les foyers estimaient manquer de main-d'œuvre à certaines périodes. Le désherbage des essarts constituait la première limite à ce type de riziculture. Lors des entretiens, pour les paysans de notre échantillon, j'ai pu constater que le travail constituait le facteur limitant, tout comme ce fut le cas des foyers visités à Phongsaly à la fin du xx^e siècle par Jean-Louis Alexandre (1998), Emmanuel Baudran (2000) et Olivier Ducourtieux (2006). Ainsi, dans la mesure où la terre n'était pas, en général, le facteur limitant, la productivité du travail semblait un bon critère pour comparer « la profitabilité » des productions paysannes vendues. Affecter le travail à une production ayant une forte productivité du travail (par rapport aux logiques de coût/avantages, caractéristiques de l'économie marchande) permettait d'augmenter la capacité de consommation.

À la fin des années 1990, les biens les plus vendus avaient une faible productivité du travail par rapport aux critères marchands. Le riz constituait la première ressource monétaire des foyers de notre échantillon. Laurent Chazée (2000 : 28) fait un constat un peu différent en 2000 : « *The most interesting income generating activities for more than 50% of villagers are sticky rice, ordinary rice, cardamom, pig and poultry* ». Aucune production prise séparément ne générerait plus de ressources monétaires que le riz, même si le volume des ventes de l'ensemble de tous les produits forestiers ou de tous les produits d'élevage dépassait celui du riz. Selon les résultats de notre enquête, avant 1990 le riz procurait moins de 7% du revenu total des foyers. Il représentait 10% environ en 1990 et sa part a augmenté par la suite : 17% en 1995 et plus de 25% en 2000. Dans la mesure où le riz était la production la plus vendue, il n'est pas aberrant de formuler l'hypothèse suivante : les paysans choisissaient de vendre du riz, parce que la productivité du travail de la production rizicole était la plus élevée. Mais cette hypothèse est infirmée car le riz avait une faible productivité du travail. À temps de travail égal, il générerait moins de ressources que l'élevage ou la cueillette par exemple.

Le tableau suivant permet de comparer les ressources monétaires que génèraient, par unité de temps, les productions en question. Les données présentées ne sont pas très précises mais reflètent des tendances. Les techniques culturales changent d'un biotope à l'autre et le riz pluvial cultivé à flanc de coteaux ne procure pas les mêmes quantités par unité de temps qu'un casier rizicole irrigué. Les tendances montrent cependant la faible productivité du travail de la riziculture par rapport aux autres productions.

Tableau 1. Productivité du travail par rapport au prix monétaire des biens en 2000

Buffle	Porc	Sous-produits forestiers	Riz
10 US \$/jour	6 US \$/jour	8 US \$/jour	2 US \$/jour

L'accès aux techniques de production n'explique pas cet état de fait. Peu ou prou, les foyers les possédaient toutes et, comme nous l'expliquions, l'accès au foncier ne justifiait pas ces choix de production. Ils produisaient et vendaient du riz, car, pour l'essentiel, les critères de choix ne dépendaient pas des prix des biens sur les marchés naissants. Pour eux, l'opposition entre la riziculture et les autres productions ne s'adossait pas au raisonnement suivant : x heures consacrées à la production (cueillette) de sous-produits forestiers fournissent les mêmes ressources monétaires que 4x heures consacrées à la riziculture. La production de sous-produits forestiers offre donc un pouvoir d'achat 4 fois supérieur et je choisis de cueillir ces produits.

Les paysans produisaient un panel étendu de biens parmi lesquels le riz occupait une place de choix. Le riz offrait un meilleur « rapport » et valorisait mieux le travail selon leurs références et leur propre rationalité : autoconsommation (sécurité alimentaire), prestige, minimiser les risques, cohérence entre des techniques de productions et les institutions locales (comme l'usage de la terre). Pour les foyers, ces critères et les pratiques associées, bien que décalés par rapport aux normes propres aux finalités marchandes, étaient les facteurs prépondérants pour définir les modalités d'organisation de la production.

CONCLUSION

L'autoconsommation constituait le mobile d'action économique dominant pour l'essentiel des foyers avant la fin du xx^e siècle à Phongsaly. À partir de 1986, ce mode d'organisation socio-économique est progressivement bouleversé par un ensemble de transformations institutionnelles, promues par l'État, dans un environnement international où la croissance des transactions marchandes est synonyme de développement. De nouveaux biens circulent, de nouvelles normes de consommation émergent et les paysans se mettent à vendre de plus en plus de biens sur les marchés locaux. Bien que ces nouveaux échanges s'inscrivent dans le régime de circulation marchande, les paysans produisent toujours selon des logiques non marchandes où priment l'autoconsommation, le prestige et la sécurité alimentaire. En 2000, l'essentiel des foyers enquêtés produisait toujours selon un modèle socio-économique guidé par le mobile d'autoconsommation. D'une part, les foyers cherchaient à produire les biens nécessaires à la consommation du foyer. Produire leur nourriture leur semblait une évidence et imaginer qu'ils

puissent obtenir leur nourriture en produisant des biens dont ils se sépareraient en contrepartie d'un numéraire ne faisait pas réellement sens. D'autre part, la répartition des facteurs de production était principalement guidée par le mobile d'action précité. Changer rapidement la finalité de la production implique une évolution des modalités de répartition des facteurs en question (essentiellement la terre et l'eau). Or les dynamiques de transformation institutionnelle suivaient leur propre rythme qui ne se calait pas sur celui du développement des transactions marchandes. Dans ce contexte, les paysans produisaient toujours pour satisfaire leurs besoins et vendaient, en général, l'excédent. Ils vendaient essentiellement des productions déjà cultivées avant le développement des marchés et les productions uniquement destinées à la vente représentaient peu et provenaient de la cueillette. L'étude conduite à Phongsaly montre comment les catégories théoriques, marchande et non marchande, permettent d'identifier des dynamiques sociales clairement distinctes mais complémentaires. Sur le terrain, elles s'articulent par empilement ou par combinaison, sans se remplacer. Le développement de la vente de biens à Phongsaly est intimement lié à des systèmes de production dont la vocation principale n'est pas la vente. Une société est modelée par un ensemble de dynamiques sociales qui s'articulent et non par un ensemble de catégories autonomes qui s'excluent ou se remplacent nécessairement. Le sens et le fonctionnement des unes dépendent de ceux des autres.

Notes

1. Le regard critique et les définitions proposées en introduction générale de ce numéro encadrent l'usage des concepts dans ce texte.
2. Le terme autosubsistance, intimement lié à la subsistance, pose de nombreux problèmes théoriques et traduit avant tout une vision ethno-centrée des modèles économiques (Clastres 1974 ; Rist 1996). L'idée de subsistance suggère qu'un foyer dont la production ne s'inscrit pas dans un régime de circulation subsiste. Pourtant, un foyer qui ne consomme que les biens qu'il produit ne subsiste pas obligatoirement et ce modèle d'approvisionnement n'est pas obligatoirement subi. Il peut correspondre à des choix, des habitudes et les foyers ne veulent pas obligatoirement adopter un modèle où la production est tournée vers le marché. Le terme autoconsommation semble plus neutre, il n'est pas directement le fruit d'une vision singulière de l'économie et il est préféré à autosubsistance.
3. Le mobile d'action est défini par Karl Polanyi (2011). Le gain constitue le mobile d'action dans les économies capitalistes, mais ce mobile, le gain, n'est pas universel. Il dépend de l'organisation sociale.
4. L'objectif d'autoconsommation « structure » des relations sociales qui déterminent la répartition et l'utilisation des acteurs de production.
5. Phongsaly est à la fois une ville chef-lieu d'un district, le district de Phongsaly et le chef-lieu d'une province, la province de Phongsaly. Tout au long de ce texte, Phongsaly désignera la province. S'il est fait référence à la ville ou au district, il en sera clairement fait mention.

6. Xavier Zimmermann a travaillé cinq ans, 1996-2001, à Phongsaly, trois ans pour une ONG française et deux ans pour un projet financé par la banque mondiale. En 2000-2001 il a compilé de nombreuses données fournies par le centre provincial de statistiques et par divers services administratifs.
7. Les transformations sociales que j'étudie prennent corps à la fin du xx^e siècle et j'ai travaillé à Phongsaly de 1998 à 2001. J'ai donc défini un intervalle de temps qui permette de les saisir par rapport à la période où j'effectuais mon terrain.
8. La notion de « besoins » est définie à partir des informations recueillies localement (ce que les foyers considéraient comme un besoin). Avant 1990, les besoins étaient liés à des quantités de biens, notamment de nature alimentaire, textile, ou encore ligneuse. Les « besoins » monétaires, pour les compensations matrimoniales par exemple, n'étaient pas cités spontanément même s'ils étaient réels.
9. J'observe un type de transformations sociales (le développement des transactions marchandes articulées à un type de relation à la production) qui est resté relativement stable au xx^e siècle. En revanche, sous de toutes autres formes (migrations, influence de l'occupation française, etc.), les sociétés de Phongsaly se sont largement transformées dans une perspective historique.
10. Voir plus haut, mais également Aymé (1930) et dans des environnements voisins, Walker (1999).
11. Ce point constitue une différence fondamentale entre les sociétés pour lesquelles l'autoconsommation est un mobile d'action et celles fondées sur la division sociale du travail. Pour ces dernières la circulation de biens est fondamentale et il existe plusieurs régimes de circulation. Certains sont liés à des programmes de planification, d'autres s'appuient sur l'échange marchand, ou encore sur une combinaison des deux modèles. Quelle que soit la combinaison, stabiliser le régime de circulation est fondamental et dépend d'un processus institutionnel (Ensminger 1992). Il est mis en place par le pouvoir qui le planifie pendant la période antique en Grèce (Polanyi, 2011), par l'État dans les pays européens après la Seconde guerre mondiale (Elie 2017) ou par de tout autres mécanismes comme le montrent les relations entre producteurs et collecteurs de lait au Vietnam (Duteurtre & Pannier 2019). Ces mécanismes, ou ces stratégies, permettent de lutter contre l'insécurité consubstantielle au risque de rupture du « circuit ». Pour la relation marchande, l'insécurité liée au risque de rupture est largement théorisée par Michel Aglietta et André Orléan (1998) et André Orléan (2002).
12. Pour l'économie institutionnelle il n'existe pas d'organisation sociale connue sans monnaie. En revanche, selon les sociétés, la monnaie ne joue pas le même rôle. Selon A. Orléan (2015), sans une forme de monnaie, l'économie marchande ne serait pas possible. Cette proposition théorique n'exclut pas des relations de troc pour certains transferts spécifiques, mais la généralisation de transferts de biens réifiés entre les sujets dépend de la monnaie. Même si l'économie classique l'a imaginé, la généralisation de relations de troc n'est pas possible (Servet 1994).
13. La réforme foncière votée en 1994 par le gouvernement de la RDP lao (Ducourtieux *et al.* 2004) institue une nouvelle relation au foncier et promeut un usage de la terre adéquat aux besoins de la production de biens destinés aux marchés (Kirk 1996) ainsi que la marchandisation du foncier (MAF 1999). La réforme est plus ou moins rapidement mise en place à l'échelle nationale tandis qu'à Phongsaly les modalités d'application commencent à être discutées à la fin des années 1990.

Références

- AGLIETTA, Michel & ORLEAN, André, 1998, *La Monnaie Souveraine*, Paris : Odile Jacob.
- ALARY, Pierre, 2006, *Dynamique monétaire et développement des échanges marchands*, thèse de doctorat, EHESS, Paris.
- ALARY, Pierre, 2013, « La théorie économique confrontée aux transformations économiques d'une société rurale : le cas de la province de Phongsaly au Laos », *European Journal of Development Research*, 25 : 466-487.
- ALARY, Pierre, à paraître, « La monnaie mobilisée comme étendard politique : une approche iconographique de la place de la monnaie dans la construction d'une souveraineté politique au Laos, de l'indépendance à la fin des années 1980 », in *La Monnaie contre l'État ? La souveraineté monétaire en question*, Marie Cuillerai & Bruno Theret, Paris : Éditions de l'EHESS.
- ALEXANDRE, Jean-Louis & EBERHARDT, Nicolas, 1998, *Des systèmes agraires de la rive gauche de la Nam Ou*, Paris : Comité de Coopération avec le Laos.
- APPADURAI, Arjun, 1986, *The Social Life of Things: Commodities in Cultural Perspective*, Cambridge : Cambridge University Press.
- AYMÉ, Georges Albert, 1930, *Monographie du Ve territoire militaire*, Hanoi : Imprimerie d'Extrême-Orient.
- BARRAL, Stéphanie, 2013, « Capitalisme agraire en Indonésie : la marchandisation de la terre et du travail comme moteurs des rapports salariaux dans les plantations de palmier à huile », *Revue de la Régulation* [en ligne], 13, URL : <https://journals.openedition.org/regulation/10156>; DOI : 10.4000/regulation.10156.
- BAUDRAN, Emmanuel, 2000, *Derrière la savane la forêt. Étude du système agraire du nord du district de Phongsaly (Laos)*, Paris : Comité de Coopération avec le Laos.
- BOHANNAN, Paul, 1959, « The Impact of Money on an African Subsistence Economy », *The Journal of Economic History*, 19 (4) : 491-503.
- BOURDET, Yves, 1992, « Perestroïka au Laos, performances et perspectives de l'économie laotienne », *Revue du Tiers Monde*, 129 : 181-208.
- BOURDET, Yves, 1994, « Fiscal Policy under Transition : The Case of Laos », *European Asian Studies*, 46 : 1039-1056.
- BOURDIEU, Pierre, 1977, *Algérie 60, Structures économiques et structures temporelles*, Paris : Éditions de Minuit.
- BOUTÉ, Vanina, 2005, *En miroir du pouvoir. Les Phounoy du Nord Laos: ethnogenèse et dynamiques d'intégration*, thèse de doctorat, EPHE, Paris.
- BOUTÉ, Vanina, 2017, « De l'essartage à la culture de l'hévéa. Mutations dans l'usage et les Représentations de la forêt au nord de la péninsule Indochinoise », *Péninsule*, 75 : 99-127.
- CHAZÉE, Laurent, 2000, *Rural Marketing Survey for the Phongsaly Forest Conservation and Rural Development Project*, Vientiane : Vientiane International Consultants.
- CHEN, Jing, YAO, Tang, ZHANG, Lun, BEI & Zeng, 2000, *Joint field study on Chinese cardamom plantation in Boun Neua and Boun Tai districts Phongsaly*

- Province, LAO PDR, Xishuangbanna, Xishuangbanna Tropical Botanical garden of the Chinese Academy of Science.
- CHEVALIER, Sophie, 2010, « De la marchandise au cadeau », *Revue du MAUSS*, 36: 197-210.
- CLASTRES, Pierre, 1974, *La Société contre l'État*, Paris: Éditions de Minuit.
- CLIFTON, Reginald Wharton, 1970, « Subsistence Agriculture, Concepts and Scope », in *Subsistence Agriculture and Economic Development*, Reginald Wharton Clifton, Londres: Frank Cass Company Limited.
- DUCOURTIEUX, Olivier, LAFFORT, Jean-Richard & SACKLOKHAM Silinthone, 2004, « La réforme foncière au Laos. Une politique hasardeuse pour les paysans », *Tiers-Monde*, 45 (177): 207-230.
- DUCOURTIEUX, Olivier, 2006, *Du riz et des arbres. L'élimination de l'agriculture d'abattis-brûlis, une constante politique au Laos*, Paris: Institut National Agronomique Paris-Grignon.
- DUFUMIER, Marc, 1980, Les premières transformations sociales de l'agriculture en RDP lao, *Revue Tiers Monde*, XXI (84): 813-830.
- ELIE, Luc, 2017, « Diversité des capitalismes et dispositifs institutionnels environnementaux », *Revue de la régulation* [en ligne], 22, URL: <http://journals.openedition.org/regulation/12563>; DOI: 10.4000/regulation.12563.
- ENSMINGER, Jean, 1992, *Making a Market: The Institutional Transformation of an African Society*, Cambridge: Cambridge University Press.
- EVANS, Grant, 1988, *Agrarian Change in Communist Laos*, Singapour: Institute of Southeast Asian Studies.
- EVANS, Grant, 1990, *Lao Peasants Under Socialism*, Yale: Yale University Press.
- FRANCHINI, Philippe, 1988, *Les Guerres d'Indochine*, tome 1, Paris: Pygmalion-Gérard Watelet.
- GARNSEY, Peter, 2013, *Penser la propriété de l'Antiquité jusqu'à l'ère des révolutions*, Paris: Les Belles lettres, coll. « Histoire ».
- KIRK, Michael, 1996, *Land Tenure Development and Divestiture in Lao PDR*, Bonn: GTZ.
- LA BOËTIE, Étienne, 1995, *Discours de la servitude volontaire*, Paris: Flammarion.
- LE GOFF, Jacques, 2014, *Un autre Moyen Age*, Paris: Gallimard, coll. « Quarto ».
- MAF (Ministère de l'Agriculture et des Forêts), 1999, *Collection des décrets et lois depuis 1975*, Vientiane: maf (en laotien).
- MAUSS, Marcel, 1999, *Sociologie et anthropologie*, Paris: PUF, coll. « Quadrige ».
- MOSHER, Arthur Theodore, 1970, *The Development of Subsistence Farmers: A Preliminary Review*, Aldine: Chicago.
- MURRAY LI, Tania, 2014, *Land's End: Capitalist Relations on an Indigenous Frontier*, Durham, NC: Duke University Press.
- NATIONAL-STATISTIC-CENTRE, 1996, *Basic Statistic About The Socio-Economic Development in the Lao PDR*, Vientiane, National Statistic Centre.
- NATIONAL-STATISTIC-CENTRE, 2000, 1975-2000, *Basic Statistics of the Lao P.D.R.*, Vientiane: National Statistic Centre.

- NORINDR, Christophe, 1981, « La politique agraire de la République Démocratique et Populaire Lao, Plans 1975-1981 », *Cahier d'Asie du Sud-Est*, 9-10.
- ORLÉAN, André, 1998, « La monnaie autoréférentielle : réflexion sur les évolutions monétaires contemporaines », in *La Monnaie souveraine*, AGLIETTA, Michel & ORLEAN, André, Paris, Odile Jacob.
- ORLÉAN, André, 2002, « La Monnaie, Opérateur de Totalisation », *Journal des Anthropologues*, 90-91 : 331-352.
- ORLÉAN, André, 2015, « La sociologie économique de la monnaie », in *Anthologie de la monnaie*, Pierre Alary *et al.*, Paris : PUF.
- POLANYI, Karl, 1996, *La Grande Transformation*, Paris : Gallimard.
- POLANYI, Karl, 2011, *La subsistance de l'Homme*, Paris : Gallimard.
- RIST, Georges, 1996, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- SAIGNASITH, Clark, 1997, « Lao Style New Economic Mechanism », in *Laos' Dilemmas and Options: The Challenges of Economic Transition in the 1990s*, Joseph Tan & Mya Than, New York : St. Martins Press.
- SALHINS, Marshal, 1976, *Âge de pierre, âge d'abondance, l'économie des sociétés primitives*, Paris : Gallimard.
- SERVET, Jean-Michel, 1994, « La fable du troc », *Dix-huitième Siècle*, « Économie et politique », 26 : 103-115.
- THERET, Bruno, 2008, « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire », *Revue économique*, 59 (4) : 813-841.
- TESTARD, Alain, 2007, *Critique du don. Études sur la circulation non marchande*, Paris : Sillepse.
- WALKER, Andrew, 1999, *The Legend of the Golden Boat. Regulation, Trade and Traders in the Borderlands of Laos, Thailand, China and Burma*, Honolulu : University Press of Hawai'i's Press.
- WEBER, Florence, 2000, « Transactions marchandes, échanges rituels, relations personnelles. Une ethnographie économique après le grand partage », *Genèses*, 41 : 85-107.
- WEBER, Florence, 2001, « Forme de l'échange, circulation des objets et relations entre les personnes », *Hypothèses*, 1 : 287-298.
- WORNER, William 1997, « Lao Agriculture in Transition », in *Laos' Dilemmas and Options: The Challenges of Economic Transition in the 1990s*, Joseph Tan & Mya Than, New York : St. Martins Press.
- ZIMMERMANN, Xavier, 2001, « Phongsaly Province General Data », Phongsaly, Laos.

Résumé : Les régimes de circulation, non marchands et marchands, sont définis par rapport au transfert en tant que tel. Les définitions intègrent assez peu des dimensions propres aux dynamiques de production et aux modalités d’articulation entre la production et les transferts. Or ces dernières sont importantes, les transferts n’existeraient pas sans la production et les régimes de circulation et les dynamiques de production s’auto-valident. L’exemple d’une société en pleine mutation, le nord Laos à la fin du xx^e siècle, est à ce titre éclairant. Il permet d’identifier, dans une perspective historique, les articulations entre les dynamiques de production « non marchandes » et le développement des échanges marchands dans une société où ils sont devenus un lien social déterminant. Nous démontrons que les dynamiques de « production non marchandes » ont constitué le substrat au développement des échanges marchands. Ils n’auraient pas émergé sans les dynamiques en question.

The Dynamics of “Non-Market” Production and Market Exchanges Development: A process of Social Adaptation Observed in Northern Laos at the End of the 20th century

Abstract: Both non-market and market circulation regimes are defined in relation to transfer. The definitions do not adequately integrate the specific dimensions of the dynamics of production and the ways in which production and transfers link together. However, those linkages are important because without production there would be no transfers and circulation regimes and production dynamics are self-validating. The example of a rapidly changing society—northern Laos at the end of the 20th century—is illuminating in this respect. It serves to identify, from a historical perspective, the linkages between “non-market” production dynamics and market exchanges in a society in which the latter have become a dominant social bond. We demonstrate that the dynamics of “non-market production” formed the substrate for the development of market exchanges that otherwise would not have emerged.

Mots-clés : échanges marchands, dynamique de production, développement, auto-consommation, mobile d’action, Phongsaly, Laos.

Keywords: market exchanges, production dynamics, development, self-consumption, motive for action, Phongsaly, Laos.

